



L'ancien cadre du SDF souhaite que toute manifestation dans les rues soit sévèrement réprimée.

Sur LTM tv, Abel Elimbi Lobe de la plateforme Kawtal a attaqué de manière frontale l'opposant Maurice Kamto. « ***Maurice Kamto est incapable de mobiliser sur le terrain et de battre le Rdpc au pouvoir, mais compte sur une insurrection pour diriger le Cameroun. Le destin du Cameroun est au-dessus des intérêts des villages... nous opposerons le patriotisme*** », a-t-il lancé sur le plateau de la télévision du monde.

Il réagissait ainsi, à la dernière déclaration de l'homme politique qui lors d'une conférence de presse à Yaoundé, appelait les camerounais à se tenir prêt dans l'attente d'un mot d'ordre, pour déloger Paul Biya, le président de la République à Etoudi, si jamais ce dernier organisait les élections régionales. Ceci, sans la pacification des régions du Nord-Ouest et du Sud-ouest du Cameroun et la révision totale du code électoral. Il a en outre plaidé pour une répression l'endroit des potentiels manifestant.

« ***Je demande à l'armée de se tenir prête, si Monsieur Kamto essaye de mettre ses pieds dehors qu'on frappe sévèrement*** », a dit l'ancien conseiller municipal à la marie de Douala 5.

Jean Michel Nintcheu

« Toute convocation du corps électoral par le gouvernement, (...) emportera automatiquement lancement d'une gigantesque campagne nationale d'appel au départ pur et simple de M. Paul Biya du pouvoir, sans qu'il y ait besoin d'attendre une nouvelle communication à cet égard », avait lancé Maurice Kamto à Yaoundé, le lundi 24 août 2020, le temps d'une conférence de presse au siège de sa formation politique, le MRC.

Le député Nintcheu a ramé à contre courant des thuriféraires du régime Biya qui ont vite pondu des brûlots à l'effet de déconstruire la sortie de Maurice Kamto.

Le président régional du SDF pour le littoral trouve que l'option préconisée par Maurice Kamo est opportune. **« Quand toutes les voies de négociation consensuelle pour la réforme en profondeur des institutions sont bloquées, l'insurrection populaire - qui est une autre forme d'expression légitime s'impose. La Constitution ainsi que tous les instruments juridiques internationaux ratifiés par le Cameroun entérinent ce mode d'expression »**, a soutenu le parlementaire, indiquant qu'il faut boycotter absolument les élections régionales.